

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 mars 2017

Objet n° 15 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mmes Joëlle van Zuylen, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, MM. Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Luc Denys, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Halis Kökten, Mme Derya Alic, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Burim Demiri, Conseiller communal.

**#Objet : Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun
- Approbation #**

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 40 voix contre 1 et 0 abstention(s). Un membre n'a pas voté

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117, 119 bis et 135, §2 ;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 2, §1^{er} ;
Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant règlement de police sur les chemins de fer ;
Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal le 26 novembre 2014 et entré en vigueur le 6 décembre 2014;
Vu l'avis favorable du Collège de police de la zone de Schaerbeek - Evere - Saint-Josse-ten-Noode du 16 février 2017 relatif au projet de Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun applicable sur l'ensemble des communes de la zone;
Vu l'avis favorable du Conseil de police de la zone de Schaerbeek - Evere - Saint-Josse-ten-Noode du 22 mars 2017 relatif au projet Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun applicable sur l'ensemble des communes de la zone;
Considérant que les règlements généraux de police applicables en Région de Bruxelles-Capitale ne sont pas identiques pour toutes les zones de police et que les infractions visées par ces règlements sont traitées par des dispositions différentes en fonction des zones ;
Considérant que cette disparité des règlements généraux de police empêche notamment la police fédérale des chemins de fer de dresser des procès-verbaux administratifs pour les incivilités commises dans les transports en commun ;
Considérant qu'un règlement particulier relatif à ces incivilités et identique pour toutes les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale permettra notamment à la police fédérale des chemins de fer de constater ces infractions ;

DECIDE :

D'adopter le Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Champ d'application territorial

Sans préjudice de l'application du règlement général de police, de l'application de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant règlement de police sur les chemins de fer, de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale, le présent règlement s'applique exclusivement à la portion de l'espace public délimitée comme suit :

1. les gares
2. les stations de métro

3. l'intérieur et la carrosserie des véhicules de transport en commun affectés au transport des personnes et circulant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale
4. les quais
5. les arrêts
6. les autres accessoires des transports en commun qu'ils soient souterrains ou en plein air.

Le présent règlement s'appliquera également à proximité immédiate des lieux précités.

Article 2 - Champ d'application personnel

Le présent règlement s'applique à toute personne se trouvant dans l'espace visé à l'article 1^{er}. L'âge à partir duquel le présent règlement s'applique est déterminé par le règlement général de police de la commune du lieu où l'infraction a été commise.

CHAPITRE II - INFRACTIONS A LA SECURITE, A LA TRANQUILITE, A LA PROPRETE ET A LA SALUBRITE PUBLIQUES

Article 3 - Souiller l'espace public

§1. Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} ;
2. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;
3. tout élément du mobilier urbain;
4. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;

§2. Il est interdit d'utiliser les poubelles publiques en y jetant des déchets ménagers qui ne résultent pas d'une consommation immédiate sur la voie publique.

Article 4 - Cracher, uriner, déféquer

Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public, tel que défini à l'article 1^{er}, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Article 5 - Refus d'obtempérer et manque de respect

§1. Toute personne se trouvant dans l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités en vue de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique ;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. faire respecter les lois, règlements et arrêtés.

§2. Il est interdit de manquer de respect envers toute personne habilitée en vue de faire respecter les lois et les règlements.

Article 6 - Attitudes et comportements prohibés

Il est interdit à toute personne :

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés;
- d'être accompagnée d'un animal agressif;
- de se montrer menaçant;
- d'entraver la progression des passants;

En cas d'infraction au présent article, la police pourra faire cesser immédiatement le comportement incommode.

Article 7 - Nuisances diurnes

Sont interdits les nuisances sonores diurnes de nature à troubler la tranquillité et la quiétude des personnes et du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores produites dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}.

Article 8 - Déjections canines

§1. Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}.

Outre l'application d'une amende administrative tel que définie à l'article 11 du présent règlement, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps d'au moins deux sachets ou d'objets similaires pour éliminer les déjections de l'animal. Ces sachets ou objets doivent être jetés dans les poubelles installées sur l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} du présent règlement. Ces sachets ou objets similaires devront être présentés sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

Article 9 - Animal sans laisse

Les animaux doivent être maintenus par tout moyen et au minimum par une laisse.

CHAPITRE III - INFRACTIONS MIXTES

Article 10 - Infractions mixtes

Conformément à la loi du 24 juin 2013, une amende peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées aux articles 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis du Code Pénal.

Ces articles visent notamment, sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Echevins, les comportements suivants :

- injures ;

- graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers ;
- dégradation de la propriété immobilière d'autrui ;
- endommagement ou destruction de la propriété mobilière d'autrui ;
- bruits et tapages nocturnes ;
- voies de fait et violences légères ;
- présentation dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle que l'intéressé n'est plus identifiable

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 11 - Amendes administratives

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement peut être puni d'une amende administrative.

Cette amende administrative ne peut jamais excéder la somme de 350 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

Article 12 - Récidive

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions administratives prescrites par le présent Règlement peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 11.

Article 13 - Proportionnalité

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, le montant des amendes et la durée des mesures alternatives adoptées par le Fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnés à la gravité des faits qui les motivent.

Article 14 - Mesures alternatives pour les majeurs

A. Prestation citoyenne

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits, une prestation citoyenne.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

B. Médiation locale

Le fonctionnaire sanctionnateur, peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été clairement identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits, une médiation locale.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi 24 juin 2013.

Article 15 - Mesures alternatives pour les mineurs

A. Médiation locale

Conformément à l'article 2 du présent règlement, le fonctionnaire sanctionnateur propose au contrevenant mineur une médiation locale.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

B. Prestation citoyenne

Conformément à l'article 2 du présent règlement, en cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation locale, le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer au contrevenant mineur une prestation citoyenne.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

Le Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mars 2017.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 maart 2017

Voorwerp nr 15 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, HH. Eric Platteau, EL MASLOUHI Ahmed, Luc Denys, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Halis Kökten, Mevr. Derya Alic, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Burim Demiri, Gemeenteraadslid.

#Objet : Bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 40 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en). Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117, 119bis en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, inzonderheid art. 2, § 1;

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007 tot vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende reglement van de politie op de spoorwegen;

Gelet op het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 26 november 2014 en in werking trad op 6 december 2014;

Gelet op het gunstig advies van het Politiecollege van zone Schaarbeek - Evere- Sint-Joost-ten-Noode dd 16 februari 2017 betreffende het ontwerp van bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer van toepassing in alle gemeenten van de zone;

Gelet op het gunstig advies van de Politieraad van zone Schaarbeek - Evere - Sint-Joost-ten-Noode dd 22 maart 2017 betreffende het ontwerp van bijzonder politiereglement betreffende de overlast in het openbaar vervoer van toepassing in alle gemeenten van de zone;

Overwegende dat de algemene politiereglementen die van toepassing zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet identiek zijn voor alle politiezones en dat de inbreuken beoogd bij deze reglementen door verschillende bepalingen behandeld worden in functie van de zones;

Overwegende dat deze verschillen in algemene politiereglementen de federale spoorwegpolitie verhindert om administratieve processen-verbaal op te stellen voor overlast in het openbaar vervoer;

Overwegende dat een bijzonder reglement betreffende overlast dat identiek is voor alle politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de federale spoorwegpolitie in staat zal stellen deze inbreuken vast te stellen;

BESLIST :

Het bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer goed te keuren:

HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1 - Territoriaal toepassingsgebied

Onverminderd de toepassing van het algemeen politiereglement, de toepassing van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende reglement van de politie op de spoorwegen, de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007 tot vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is onderhavig reglement uitsluitend van toepassing op het gedeelte van de openbare ruimte dat afgebakend is als volgt:

1. de stations

2. de metrostations
3. het binnenste en het koetswerk van de voertuigen van het openbaar vervoer die bestemd zijn voor personenvervoer en circuleren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
4. de perrons
5. de haltes
6. de andere aanhorigheden van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als bovengronds.

Het onderhavige reglement is ook van toepassing in de onmiddellijke nabijheid van de voormelde plaatsen.

Artikel 2 - Persoonlijk toepassingsgebied

Het onderhavige reglement is van toepassing op elke persoon die zich bevindt in de bij artikel 1 bedoelde ruimte. De leeftijd vanaf dewelke het reglement van toepassing is, wordt bepaald door het algemeen politiereglement van de gemeente waar de inbreuk plaatsvond.

HOOFDSTUK II - INBREUKEN OP DE OPENBARE VEILIGHEID, RUST, NETHEID EN SALUBRITEIT

Artikel 3 - Vervuilen van de openbare ruimte

§1. Het is verboden een voorwerp of plaats van de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 te vervuilen of te beschadigen, op welke wijze ook, door eigen toedoen of door personen, dieren of zaken die men bij zich draagt of waarover men de hoede heeft, zoals:

1. de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1;
2. elk voorwerp bestemd voor openbaar nut of decoratie;
3. elk element van het stadsmeubilair;
4. galerijen en doorgangen gevestigd op privégrond, die toegankelijk zijn voor het publiek.

§2. Het is verboden in openbare vuilnisbakken huishoudelijk afval te deponeren als het niet afkomstig is van onmiddellijke consumptie op de openbare weg.

Artikel 4 - Spuwen, wildplassen, zijn gevoeg doen

Het is verboden te spuwen, te urineren of zijn gevoeg te doen in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1, elders dan in de daartoe bestemde plaatsen.

Artikel 5 - Weigeren om te gehoorzamen en gebrek aan respect

§1. Ieder die zich bevindt in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1, of in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet onmiddellijk gevolg geven aan bevelen of aansporingen van de politie of bevoegde personen met het oog op:

1. de vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of salubriteit
2. de vergemakkelijking van het werk van de veiligheidsdiensten en de bijstand aan personen in gevaar
3. de naleving van wetten, reglementen en besluiten.

§2. Het is verboden een gebrek aan respect te vertonen ten aanzien van een persoon die gemachtigd is om de wetten en reglementen te doen naleven

Artikel 6 - Verboden attitudes en gedragingen

Het is verboden

- de ingang van openbare en privé gebouwen en panden te beschadigen;
- vergezeld te zijn van een agressief dier;
- zich dreigend te gedragen;
- de voortgang van voorbijgangers te verhinderen.

In geval van overtreding van onderhavig artikel kan de politie het storende gedrag onmiddellijk doen ophouden.

Artikel 7 - Lawaaihinder

Het is verboden overdag geluidshinder voort te brengen die de rust van personen en de omgeving kan verstoren en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 overtreft.

Artikel 8 - Hondenuitwerpselen

§1. Personen die een hond begeleiden, dienen de uitwerpselen van het dier in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 op een gepaste wijze te verwijderen.

Naast de toepassing van een administratieve boete zoals bepaald in artikel 11 van dit reglement, moet de overtreder van deze paragraaf zo snel mogelijk de zaken opnieuw schoonmaken, zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor dat op risico en kosten van de overtreder te doen.

§2. De meester of de hoeder van het dier moet over minstens twee zakjes of vergelijkbare objecten beschikken om de uitwerpselen van het dier te verwijderen. Die zakjes of voorwerpen dienen in de vuilnisbakken in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 gedeponiseerd te worden. Dergelijke zakjes of voorwerpen moeten op vraag van een bevoegde persoon of de politie getoond worden.

Artikel 9 - Dier zonder leiband

Dieren moeten minstens met een leiband of een ander middel in toom gehouden worden.

HOOFDSTUK III - GEMENGDE OVERTREDINGEN

Artikel 10 - Gemengde overtredingen

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 kan een boete opgelegd worden door de sanctionerende ambtenaar voor de overtredingen bedoeld in artikel 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° en 3°, en 563bis van het Strafwetboek.

Onverminderd de protocolakkoorden tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen beogen deze artikelen met name de volgende gedragingen:

- beledigingen
- graffiti op roerende en onroerende goederen;
- beschadiging van onroerende eigendom van anderen;
- beschadiging of vernietiging van roerende eigendom van anderen;
- nachtlawaai en -hinder;
- bedreigingen en licht geweld;
- zich in voor het publiek toegankelijke plaatsen vertonen met een gedeeltelijk of geheel bedekt of verhuuld gezicht, zodat de betrokkene niet meer identificeerbaar is.

HOOFDSTUK IV - EINDBESCHIKKINGEN

Artikel 11 - Administratieve boetes

Ieder die de beschikkingen van dit reglement overtreedt, kan een administratieve boete opgelegd krijgen. Die administratieve boete mag nooit het bedrag van 350 of 175 euro overschrijden, naargelang de overtreder meerderjarig of minderjarig is op het moment van de feiten.

Artikel 12 - Recidive

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen de bij dit reglement voorgeschreven gemeentelijke administratieve sancties verhoogd worden in geval van recidive binnen de 24 maanden na de oplegging van een sanctie, zonder dat afgeweken kan worden van de in artikel 11 bedoelde bedragen.

Artikel 13 - Proportionaliteit

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties staan het bedrag van de boetes en de duur van de alternatieve maatregelen goedgekeurd door de sanctionerende ambtenaar in toepassing van onderhavig reglement in verhouding tot de ernst van de feiten die er aan de basis van liggen.

Artikel 14 - Alternatieve maatregelen voor meerderjarigen

A. Gemeenschapsdienst

Als hij het geschikt acht, kan de sanctionerende ambtenaar voorstellen aan de overtreder die de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft op het moment van de feiten, om een gemeenschapsdienst te vervullen.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

B. Lokale bemiddeling

Als hij het geschikt acht en er duidelijk een slachtoffer geïdentificeerd werd in het kader van de administratieve procedure, kan de sanctionerende ambtenaar lokale bemiddeling voorstellen aan de overtreder die de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft op het moment van de feiten.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

Artikel 15 - Alternatieve maatregelen voor minderjarigen

A. Lokale bemiddeling

Overeenkomstig artikel 2 van onderhavig reglement stelt de sanctionerende ambtenaar aan de minderjarige overtreder lokale bemiddeling voor.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

B. Gemeenschapsdienst

Als hij het geschikt acht, stelt de sanctionerende ambtenaar, overeenkomstig artikel 2 van onderhavig reglement, in geval van weigering van het aanbod of mislukking van de lokale bemiddeling, aan de minderjarige overtreder een gemeenschapsdienst voor.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd in de wet van 24 juni 2013. Het bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer treedt in werking op 1 juli 2017;

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 maart 2017.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter